

Un si mystérieux ministère israélien des affaires stratégiques

3 novembre 2018



Inquiet de la montée du mouvement Boycott désinvestissement sanctions (BDS) de solidarité avec les Palestiniens, le gouvernement israélien tente d'organiser la riposte, n'hésitant pas à espionner des citoyens dans des pays étrangers, comme aux États-Unis. Il a créé un discret ministère des affaires stratégiques à cette fin, dont le bilan est pour le moins mitigé.

Traduit de l'anglais par Pierre Prier.

C'est le plus discret des ministères israéliens. On ne peut trouver aucune information sur le ministère des

affaires stratégiques sur le portail en ligne du gouvernement israélien ni dans le budget annuel du ministère des finances pour cette année ou pour l'année 2019. Le ministère n'a pas de site web dédié, contrairement à toutes les autres agences gouvernementales israéliennes — dont le Mossad, le Shin Bet (les services de sécurité extérieure et intérieure) et l'Agence atomique d'Israël. Ni les numéros de téléphone ni l'adresse du ministère ne figurent dans l'annuaire téléphonique d'Israël (1) : il prétend que la loi israélienne sur la liberté d'informer ne s'applique ni à son action ni ses dépenses. Et sa directrice, Sima Vaknin-Gil, ancienne cheffe de la censure militaire refuse de fournir la moindre information significative sur son institution à la Commission de la transparence du Parlement.

Le ministère des affaires stratégiques et de la hasbara a été fondé en 2008. C'était à l'époque une combine politique destinée à calmer des ministres qui s'ennuyaient, comme l'actuel ministre de la défense Avigdor Liberman et Moshe Yaalon, ancien chef d'état-major de l'armée, en leur offrant le prestige d'un siège dans le cabinet de sécurité, et l'accès à des éléments de renseignement. Mais il est devenu célèbre lorsque Gilead Ardan a été nommé à sa tête en octobre 2015, transformant un modeste portefeuille en une entité mystérieuse, vouée à l'espionnage.

Sur la base de plusieurs publications du bureau du premier ministre, nous savons que ce ministère est le principal responsable de la « bataille contre les phénomènes de délégitimation et les boycotts contre Israël ». Les moyens donnés à cette institution pourront rappeler à beaucoup de gens les méthodes de propagande de l'ex-Union soviétique ou les campagnes actuelles de déstabilisation en ligne de la Russie de Vladimir Poutine contre les États-Unis et l'Europe occidentale.

Une « menace stratégique »

Les responsables et diplomates israéliens ont longtemps cru qu'il leur suffirait d'améliorer leurs compétences en communication, la hasbara dans le jargon hébreu, pour faire accepter au monde occidental la politique israélienne de dépossession, d'exploitation et d'oppression des Palestiniens, en la présentant comme un ensemble de méthodes bienveillantes conçues pour le bien de l'humanité. C'est terminé. Aujourd'hui, alors que la campagne Boycott-désinvestissement-sanctions (BDS) est de plus en plus populaire chez les intellectuels et les artistes occidentaux, Israël a choisi une politique beaucoup plus dure. La campagne BDS a été élevée au rang de « menace stratégique », presque à égalité avec la menace iranienne ; on considère qu'elle peut saper la légitimité de l'État juif, pour citer l'ancien directeur général du ministère des affaires stratégiques, Yossi Kuperwasser, général à la retraite expert en renseignement militaire.

Dans le même temps, le Parlement israélien a adopté une loi qui permet à Israël d'imposer des sanctions économiques à toute personne appelant au boycott d'Israël ou des « zones sous son contrôle », c'est-à-dire les territoires palestiniens occupés. La loi s'applique même à ceux qui n'ont pas la citoyenneté israélienne ou qui n'ont jamais mis les pieds en Israël. La Cour suprême d'Israël a approuvé cette loi, et sa présidente actuelle, Esther Hayut, a déclaré que « le BDS ne bénéficie pas de la protection de la liberté d'expression », même si le mouvement n'emploie que des méthodes non violentes et pacifiques.

Chargé d'appliquer cette politique, le très discret ministère des affaires stratégiques possède sa propre task force nationale et a fondé sa propre government-organized non-governmental organization (GONGO) (2), le Kela Shlomo (La fronde de Salomon), son bras armé pour les opérations sales de « conscience de masse », dirigé par Kuperwasser. On trouve aussi, dans ce service chargé de lutter contre la « campagne de délégitimation d'Israël », Dore Gold, ancien ambassadeur à l'ONU et conseiller du premier ministre Benyamin Nétanyahou. Kela Shlomo a obtenu un budget d'environ 40 millions de dollars, et elle doit recevoir des dons de fonds américains qui ont déjà subventionné le groupe proto-fasciste israélien Im Tirzu et les organisations de colons.

Coordonner la diffamation et la désinformation

Ce ministère a engagé un ancien expert en « renseignement et opérations » pour diriger un « front du dénigrement », une campagne destinée à salir les militants du boycott. Il coordonne ses offensives de diffamation et de désinformation, en Israël et à l'étranger, avec d'autres organismes gouvernementaux et des organisations juives de droite, essentiellement aux États-Unis. Peu après l'embauche de ce spécialiste, un groupe discret d'étudiants pro-israéliens basé à Washington DC a lancé une campagne sur Facebook contre le poète et activiste palestinien Remi Kanzai, le présentant comme « anti-police ». Le ministère a également commissionné — secrètement, encore une fois — le cabinet d'avocats américain Sidley Austin, et probablement quelques autres, pour engager des poursuites judiciaires contre les militants du BDS, dont les actes sont qualifiés de « politiquement sensibles » et « susceptibles de nuire aux relations diplomatiques d'Israël ». Vaknin-Gil décrit ainsi la mission du ministère : « Nous devons nous efforcer de remporter la victoire dans cette guerre ». Selon elle, Israël devrait déployer des moyens variés, allant de la « défense » à la « prise d'initiatives ».

Dans le documentaire censuré d'Al Jazira sur le lobby pro-israélien à Washington (3) qui a apporté de nouvelles révélations sur les opérations secrètes coordonnées aux États-Unis par le ministère des affaires stratégiques, la directrice déclare ouvertement : « Nous sommes un gouvernement qui travaille en territoire étranger, et nous devons être très très prudents ». Elle ajoute : « En ce qui concerne les données, l'analyse, le travail sur les organisations militantes, la traque des sources de financement, ce sont des choses que seul un pays, avec ses ressources, peut faire au mieux. Si nous voulons gagner, nous devons changer nos façons de faire, penser différemment, ce qui veut dire mener une campagne systémique contre l'autre côté, l'arracher à sa zone de confort, le placer sur la défensive ».

Selon le documentaire d'Al Jazira, le ministère utilise les outils électroniques israéliens les plus avancés, réservés aux agences du gouvernement, pour recueillir sur les réseaux sociaux des informations sur les partisans du BDS. Un étudiant américain de l'université américaine du Tennessee victime d'une campagne de diffamation en ligne de la part d'organisations pro-israéliennes raconte : « Ils ont agi comme s'il y avait un énorme mouvement pour la libération de la Palestine dans le Tennessee ». Le ministère coordonne et comble les lacunes en matière d'information des nombreux groupes de hasbara et des organisations juives de droite, principalement sur les campus nord-américains « mais pas seulement aux États-Unis ». Il a aussi établi une « cartographie » des syndicats et des Églises qui boycottent les produits des colonies israéliennes en Cisjordanie.

Jusqu'à présent, malgré les dizaines de millions de dollars alloués à cette « guerre » secrète contre le BDS, estimés à environ 75 millions de dollars pour la seule année passée, Israël n'a enregistré que des échecs spectaculaires dans sa bataille pour réduire ses critiques au silence, chacune de ces défaites semblant plus douloureuse et plus grotesque que la précédente. Mais d'un autre côté, la campagne BDS n'a encore remporté aucune victoire significative ni obtenu aucun effet réel sur la politique israélienne envers les Palestiniens, même si elle a obtenu quelques annulations de tournées en Israël, en particulier celle de la chanteuse Lorde.

Des lois contestées devant les tribunaux américains

Ces derniers mois, l'American Civil Liberties Union (ACLU) a contesté avec succès les amendements aux lois du Kansas et de l'Arizona qui enjoignaient aux entrepreneurs engagés par les autorités locales de signer un « certificat écrit » déclarant qu'ils n'étaient pas impliqués dans le boycott d'Israël. L'ACLU a soutenu que ce genre de législation était en contradiction avec le premier amendement de la Constitution et que les objectifs de ces amendements — supprimer les boycotts d'Israël et geler la liberté d'expression — étaient inconstitutionnels...

Les tribunaux israéliens n'ont pas non plus été impressionnés par les tentatives du ministère des affaires stratégiques pour faire appliquer sa propre « liste noire » de vingt organisations dont les militants ne seraient pas autorisés à entrer en Israël, y compris une organisation juive, The American Jewish Voice for Peace. Les avis juridiques du ministère disqualifiés par ces tribunaux préconisaient de refuser l'entrée en Israël, ou d'expulser des militants BDS, anciens ou actuels, ou même des sympathisants d'autres organisations soutenant la campagne BDS — dans le cadre d'une stratégie de culpabilité par association.

La Cour suprême a rejeté la semaine dernière les décisions d'autres tribunaux israéliens, ordonnant l'expulsion d'une étudiante américaine, Lara Alqassem, inscrite en droit à l'Université hébraïque de Jérusalem, uniquement en raison d'une ancienne activité de présidente d'une minuscule organisation étudiante — huit membres à son meilleur niveau — de l'université de Floride. Ce groupe appelait à l'interdiction d'une marque israélienne de houmous qui sponsorisait une unité de l'armée servant régulièrement dans les territoires occupés (tout véritable amateur de houmous approuverait d'ailleurs cet appel). Lara Alqassem était en outre sous l'accusation non vérifiée d'avoir « participé à des événements Facebook » dont le procureur de l'État lui-même n'avait pas une idée très claire. Dans l'arrêt de la Cour suprême, la juge Anat Baron précise avoir l'impression que la décision d'expulser Alqassem était basée sur ses « opinions politiques », ce qui pourrait « saper les fondations de la démocratie israélienne ». Au cours de la procédure Alqassem, après avoir tenté de donner pour seule adresse « quelque part dans la région de Tel-Aviv », le ministère des affaires stratégiques a soumis un avis écrit aux tribunaux qui a révélé deux numéros de téléphone et l'adresse précise de son siège, dans la ville ultra-orthodoxe de Bnei Brak.

Tout au long de la procédure, le ministère des affaires stratégiques a présenté des preuves d'opinions « sensibles » aux tribunaux israéliens, sur la base de documents recueillis sur Google et Facebook par une autre organisation douteuse, Canary Mission (basées aux États-Unis), qui a reçu des fonds de la Fédération juive de San Francisco. Elle se présente comme une organisation qui surveille les individus et les organisations « encourageant la haine des États-Unis, d'Israël et des juifs » ; apparemment Canary Mission accorde quand même ses indulgences pontificales à ceux qui « ont rejeté l'antisémitisme latent dominant dans les organisations, et chez les militants anti-Israël ».

Autre défaite : au mois d'octobre, une cour d'appel israélienne a ordonné au ministère de l'intérieur de reconsidérer sa décision de refuser un visa d'entrée à Isabel Phiri, docteur en théologie malawite, secrétaire générale adjointe du Conseil œcuménique des Églises (COE), première personne à se voir refuser ce visa sur l'avis du ministère des affaires stratégiques. En décembre 2016, elle avait souhaité participer à une conférence du programme œcuménique d'accompagnement du COE dans les territoires palestiniens occupés. Le Shin Bet, la sécurité intérieure, n'avait trouvé aucune raison de lui refuser l'entrée. Mais le ministère des affaires stratégiques avait alors imposé sa propre opinion, selon laquelle le programme du COE « ignorait les actions d'Israël pour améliorer le bien-être de la population palestinienne ». Isabel Phiri a nié avoir jamais soutenu le boycott d'Israël.

Amateurisme et contradictions

Les arrêts des tribunaux dans les affaires Alqassem et Phiri ont forcé le gouvernement israélien à reconsidérer sa décision d'expulser le chef du bureau de Human Rights Watch (HRW) en Israël et dans les territoires palestiniens, le docteur Omar Shakir, décrit par le ministère des affaires stratégiques comme un homme qui « tweete souvent et partage des contenus sur le BDS ». Cet avis avait servi de base au ministère de l'intérieur pour ne pas prolonger le visa de Shakir, même si le ministère des affaires stratégiques reconnaissait qu'il n'avait aucun témoignage d'un éventuel soutien de Shakir à la campagne BDS depuis le début de son mandat à HRW.

Et comme si cela ne suffisait pas, dans un deuxième débat en octobre au Parlement, la Commission de la transparence a souligné l'amateurisme de la stratégie de ce discret ministère. Le principal bras armé du

ministère pour les opérations secrètes, la GONGO Kela Shlomo, devait trouver la moitié de son budget chez des milliardaires américains, mais le conseiller juridique du ministère, l'avocate Liat Glaser a affirmé que cette GONGO n'avait pas commencé à fonctionner ni trouvé le moindre financement. Elle a contredit les informations officielles sur des dons faits à cette GONGO par des donateurs américains de droite. Liat Glaser a également affirmé que le ministère n'était pas au courant d'une « activité indépendante » de Kela Shlomo utilisant ces dons, malgré l'engagement pris par la GONGO de ne pas s'impliquer dans des projets autres que ceux commandés par le ministère.

Mais Ardan et ses astucieux partenaires en espionnage du ministère des affaires stratégiques pourront trouver un peu de réconfort dans la décision d'un tribunal local de Jérusalem qui a ordonné la semaine dernière à deux militants BDS de citoyenneté néo-zélandaise, Justine Sachs et Nadia Abou Shanab, d'indemniser les fans israéliens de la chanteuse Lorde, pour avoir empêché le concert de Lorde en Israël. Cette décision, la première fondée sur la loi contre le boycott a été rendue, évidemment, sans interroger Lorde ni les militants néo-zélandais, dont le crime apparent était de publier une lettre ouverte à Lorde, décrivant Israël comme un Etat d'apartheid. Justine Sachs et Nadia Abou Shanab ont déjà décidé de lever des fonds, non pour les remettre aux pauvres fans israéliens, mais à une meilleure cause : celle des habitants de Gaza.

Eyal Hareuveni

Journaliste indépendant, il a longtemps travaillé pour les ONG de défense des droits humains B'Tselem et Yesh Din.

Lire aussi : [Sur le site d'Orient XXI](#)

Visuel : Manifestants BDS devant le Home Office à Londres.
cameraoncampus.org

- Emplacement : [Vous êtes ici](#) : [Accueil](#) > [S'informer](#) > [Actualités](#) >
- Adresse de cet article :
<https://plateforme-palestine.org/Un-si-mysterieux-ministere-israelien-des-affaires-strategiques>